

RENSEIGNEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

traduit de *World Watch*

La fonte de l'Antarctique

Une étude publiée dans le numéro du magazine *Science* du 31 octobre apporte de nouvelles preuves du rapport entre la hausse des températures sur la péninsule antarctique et l'effondrement des énormes plates-formes glaciaires de ce continent. Les auteurs suggèrent que la désintégration récente de deux grandes sections de la plaque glaciaire de Larsen, connues sous les noms de Larsen A et Larsen B, ne résulterait pas seulement de l'accélération de la fonte des glaces en surface (dont on pense qu'elle accélérerait la formation de fissures), mais également d'un rétrécissement rapide de la base de la plaque. D'après ce rapport, cette fonte de la base de la banquise – causée par le réchauffement des océans – réduit son épaisseur dans des proportions pouvant atteindre 78 centimètres par année.

Larsen C vue du satellite MODIS, 6 décembre 2003

Credit photo : Avec l'autorisation de l'Antarctic Glaciological Data Center du National Snow and Ice Data Center

Les images par satellite indiquent que la banquise de la péninsule antarctique a diminué d'à peu près 300 kilomètres carrés par an depuis 1980. Les effondrements de Larsen ont été parmi les plus importants : la section Larsen A, d'une surface de 2000 kilomètres carrés, s'est écroulée en quelques jours en janvier 1995, et Larsen B (le reste de la section Nord de la plate-forme, d'une surface de 3250 kilomètres carrés), s'est effondrée en février 2002. Les scientifiques ont attribué ces événements à l'augmentation des températures en raison de la nature des effondrements : plutôt que des cassures nettes ou



« *calving* » de la banquise en de grands icebergs, ce qui est supposé arriver de façon naturelle, les deux plates-formes se sont rapidement désintégrées sur une période de sept ans, indiquant un affaiblissement global.

Andrew Shepherd, chercheur au *Scott Polar Research Center* à l'Université de Cambridge et coauteur de l'étude parue dans *Science*, propose que les variations de température de l'océan dans cette zone soient étudiées attentivement et prises en compte dans les rapports à venir sur les changements climatiques de la région: «La fonte de la base de la banquise, auparavant ignorée, peut permettre d'établir un lien entre le réchauffement climatique dans la région et l'effondrement successif des sections A et B de la plate-forme de Larsen. »

-Lisa Mastny

Rapport de la Banque Mondiale : la banque ne devrait plus soutenir les projets houillers ou pétroliers

Une nouvelle étude des projets pétroliers, gaziers et miniers de la Banque, commissionnée par son président James Wolfensohn, est arrivée à la conclusion que le Groupe de la Banque Mondiale devrait continuer à refuser de financer les projets houillers, et devrait progressivement arrêter de soutenir les projets pétroliers d'ici 2008. D'après *Extractive Industries Review* (EIR) la Banque devrait plutôt « investir ses maigres ressources dans le développement des énergies renouvelables, les projets de réduction des émissions, les technologies énergétiques propres, l'efficacité énergétique et les projets de conservation. »

Les projets utilisant des combustibles fossiles représentent actuellement 94% des investissements de la Banque en matière d'énergie.

L'EIR était dirigé par le Dr Emil Salim, ancien ministre indonésien de l'environnement qui a récemment démissionné du poste de directeur de la plus grande société houillère d'Indonésie. Il a été mis en place pour analyser le rôle de la Banque dans les industries extractives et déterminer si ce rôle était compatible avec ses objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté. Bien que l'EIR précise que le Groupe de la Banque Mondiale devrait rester impliqué dans la plupart des projets d'extraction, il avertit que certaines



Sauveteur quittant une mine à Krasnodar, Ukraine

Crédit photo: Gleb Garanish, ©Reuters 2000

conditions (comme la mise en place de politiques sociales et environnementales efficaces, de programmes contre la pauvreté, et le respect des droits de la personne) devront être respectées par ces derniers.

Malgré des allégations initiales d'influence de l'industrie et de partialité de la Banque, le rapport final de l'EIR a pris en considération les avis d'un grand nombre de parties et a été accueilli favorablement par les

organisations de la société civile ayant participé aux discussions et aux ateliers de l'EIR. « Contre toute attente, le Dr Salim et son équipe ont fait un excellent travail » déclare Steve Kretzman, de *Institute for policy studies*. Cependant, certains gouvernements et groupes industriels ont été déçus. La commission chilienne sur le cuivre, par exemple, a affirmé que « les perspectives économiques des industries extractives des pays riches en ressources naturelles semblent avoir été oubliées. »

- Zoë Chafe

Le réchauffement de la planète menace actuellement des millions d'espèces.

Depuis plus d'une décennie, *World Watch* a rapporté des preuves de plus en plus flagrantes sur le fait que les changements de climat pouvaient détruire de nombreuses espèces en réduisant ou en altérant leurs habitats. L'étude la plus complète parue jusqu'à présent sur le sujet prédit que jusqu'à un quart des espèces de la planète pourraient disparaître d'ici les cinquante prochaines années. Publiée en janvier par le journal *Nature*, ce rapport a été co-écrit par le biologiste Chris Thomas de l'Université de Leeds et Lee Hannah de *Conservation*

international. Les auteurs ont dirigé une équipe de chercheurs venant du Royaume Uni, des États-Unis, du Mexique, d'Afrique du Sud et du Brésil.

L'une des premières victimes ? Le dragon de la forêt de Boyd a un espace vital extrêmement limité dans la forêt vierge au nord-est du Queensland en Australie.

Crédit photo :John Sullivan / Ribbit Photography

Les chercheurs ont effectué une estimation des populations futures de 1103 plantes et animaux indigènes, représentant à peu près 20% de la surface de la Terre. Extrapolant à la planète dans son ensemble, ils ont calculé que si la température du globe augmentait de 0.9 à 2.7°C pendant le prochain siècle, comme cela a été prévu par le Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques des Nations Unies, entre 18 et 25% des espèces de la planète pourraient avoir disparu d'ici 2050. Ils n'ont pas essayé de prévoir ce qui pourrait arriver après le milieu du siècle.



Thomas et Hannah insistent sur le fait que si beaucoup d'espèces se sont adaptées avec succès aux changements climatiques dans le passé, la grande différence à l'heure actuelle pourrait résider dans la vitesse à laquelle la planète se réchauffe. Les émissions de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre liés à l'activité humaine semblent avoir déclenchées un changement de la température de la planète trop rapide pour que beaucoup d'espèces puissent s'y adapter. Si l'habitat d'une espèce est détruit à une vitesse plus élevée que les capacités de celle-ci à migrer ou à évoluer (d'autres études ont calculé par exemple la vitesse à laquelle certains arbres peuvent migrer à des latitudes ou des altitudes plus hautes), elle sera incapable de survivre.

Les auteurs soulignent également qu'une vague d'extinction de cette importance – peut-être la plus grande depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années – aurait également un profond impact sur la vie humaine. « Les endroits où nous pouvons produire de la nourriture vont changer » affirme Thomas. « La manière dont les maladies se propagent également. »

-Ed Ayres

Les investisseurs institutionnels demandent plus de transparence aux entreprises en ce qui concerne les risques de changements climatiques.

Les investisseurs institutionnels pensent que les entreprises américaines ne font pas le nécessaire pour évaluer les risques des changements climatiques liés à leurs activités et ont commencé à faire pression sur les sociétés pour qu'elles prennent des mesures plus efficaces.

En juillet dernier, CERES, une association d'investisseurs et de groupes de défense de l'intérêt public, ont commissionné un rapport sur la transparence des 20 plus grandes sociétés américaines émettrices de carbone et les risques financiers posés par les changements climatiques. Le rapport a étudié les cinq plus grands émetteurs dans les domaines de l'automobile, de l'énergie électrique et de l'industrie pétrolière, plus Alcoa, DuPont, General Electric, IBM, et International Paper. L'étude conclut que même si toutes les sociétés commencent à mesurer leurs émissions de gaz à effet serre et que la plupart des comités de direction ont tenu des discussions sur les changements climatiques, seules douze d'entre elles ont fait état de leurs efforts de manière régulière à la Commission de contrôle des opérations de bourses (SEC) et moins de la moitié sont en mesure de présenter des projections concernant leurs émissions. « Toutes les entreprises passées en revue (...) prennent des mesures pour faire face aux changements climatiques » affirme le rapport, « mais peu ont adopté des programmes complets pour aborder ce problème comme une menace financière et écologique imminente. »

Un certain nombre d'investisseurs institutionnels pensent que cela n'est pas suffisant, et en novembre dernier, plusieurs importants gérants de fonds de pension, trésoriers d'État et banquiers – représentant collectivement plus de 1000 milliards de dollars d'avoirs – ont réuni le Sommet des investisseurs institutionnel sur les risques climatiques.

Cette réunion a donné naissance à l'*Investor Network on Climate Risk* (INCR) et à une demande en 10 points à la Commission de contrôle des opérations de bourses pour communiquer les rapports des sociétés sur les risques posés par leurs activités et leurs produits aux investisseurs de fonds de pensions.

« Le changement climatique est l'un des enjeux les plus importants du 21^{ème} siècle » annonce l'INCR dans son appel à l'action, et « les risques climatiques sont maintenant ancrés... dans tous les secteurs d'activité et d'investissement aux États-Unis. » Mais les investisseurs, petits ou grands, ne peuvent souvent pas évaluer la vulnérabilité de leurs portefeuilles face aux changements climatiques dans la mesure où les entreprises ne savent pas quels sont les risques ou ne publient pas ce qu'elles savent ; les lois en vigueur sur la transparence ne sont pas appliquées et/ou les analyses des gestionnaires de fonds sont inadéquates.

L'INCR a vivement recommandé à la Commission de contrôle de renforcer et de faire appliquer les lois sur la transparence des entreprises en matière de « risques matériels » comme les changements climatiques. Parmi d'autres recommandations, il appelle les conseils d'administration des entreprises à exiger des directeurs des informations appropriées sur les risques de changements climatiques et des programmes pour lutter contre ces risques, et les gestionnaires d'investissement à inclure les impacts financiers potentiels des changements climatiques.

-Tom Prugh

Le Protocole de Kyoto tourmente la Russie

Pendant les négociations internationales sur le climat à Milan en décembre dernier, un important conseiller du Kremlin avait annoncé que le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques ne pourrait pas être ratifié sous sa forme actuelle. Peu de temps après, il a été contredit par un fonctionnaire du ministère de l'Économie, qui a déclaré que la Russie « allait dans le sens de la ratification ». Deux semaines après, le Ministre adjoint des Affaires étrangères, M. Fedotov, a déclaré que la Russie accordait sa législation nationale « conformément aux dispositions du Protocole de Kyoto », indiquant que la Russie était de fait sur la voie de la ratification. Les déclarations contradictoires et l'indécision de la Russie au sujet du Protocole ont mené le monde en bateau pendant les 18 derniers mois.

Pour entrer en vigueur, Kyoto doit être ratifié par 55 pays représentant 55% des émissions des pays industrialisés en 1990. Bien que plus de 120 pays aient signé, il manque 11% pour que le Protocole prenne effet. Le retrait des États-Unis, le plus grand pollueur mondial, a donné à la Russie un réel pouvoir de veto.



C'est la fin de la journée pour ce travailleur, mais ce haut-fourneau du Karabash, en Russie, continue de polluer.

Crédit photo :Sergei Karpukhin, ©Reuters 2003

Le retrait américain du Protocole le rend non seulement plus difficile à ratifier (les États-Unis représentent 36% des émissions prises en compte), mais rend également la participation moins intéressante pour la Russie. Les émissions de carbone de la Russie ont baissé de 32% depuis 1990, donnant ainsi au pays de l' « air chaud » à vendre sous forme de crédits d'émissions, mais ces crédits ont beaucoup moins de valeur dans un marché global d'où la demande américaine est absente. En conséquence, la Russie a essayé d'obtenir des garanties d'achat de l'Europe et du Japon en échange de sa ratification. Le débat en Russie a été fortement influencé par des forces extérieures, l'Europe et les États-Unis ayant tenté sans relâche d'influencer la position russe. En automne 2002, le Président Poutine a confirmé l'intention de son pays de ratifier les accords et, jusqu'à récemment, la Russie semblait plus proche de la position de l'Union Européenne. Lors de la conférence sur les changements climatiques à Moscou en septembre dernier, Poutine a retiré son engagement à ratifier le Protocole – par pure coïncidence, juste quelques jours après un entretien avec le président Bush – allant même jusqu'à plaisanter en disant qu'une augmentation de la température de 2 ou 3 degrés Celsius pourrait bénéficier à la Russie en augmentant la production agricole et en permettant aux Russes « de dépenser moins d'argent en manteaux de fourrure. »

De nombreux analystes pensent que Poutine attend le résultat des élections présidentielles en mars, voir même les élections américaines en novembre, avant de prendre sa décision finale. Certains pensent que Poutine ne veut pas être accusé d'avoir fait échouer le Protocole de Kyoto. Et beaucoup des plus vigoureux supporters du Protocole sont parmi les plus grands pollueurs de Russie – y compris les géants du pétrole et de l'électricité – qui pensent que la ratification peut bénéficier à la Russie en apportant des milliards de dollars de crédits d'émissions et d'investissements étrangers. Il pourrait donc au final s'avérer difficile de refuser de signer.

Avec ou sans la Russie, le Protocole de Kyoto a déjà entraîné une plus grande prise de conscience des changements climatiques et affecté les politiques des gouvernements et des entreprises à travers le monde. Il a permis de stimuler le développement des énergies renouvelables au niveau mondial et a engendré des solutions innovantes comme les échanges internationaux de quotas d'émissions de carbone. Cependant, tout cela n'est que le commencement de la lutte contre les changements climatiques, et si le Protocole de Kyoto s'effondre, beaucoup de ces acquis risquent de disparaître avec lui.

- Janet L. Sawin